

Le travail c'est la santé

La tradition française consiste chaque année à se souhaiter, aux douze coups de minuit du 31 décembre, une bonne année et une bonne santé. Vu les effets produits lors du dernier exercice, certains superstitieux seront tentés de conjurer le sort la prochaine fois en gardant le silence, dans le souci de préserver leurs proches et eux-mêmes.

Mais quitte à varier un peu, ou pourrait peut-être au 31 décembre prochain, se souhaiter plutôt une bonne année et une bonne économie, sans grand risque que ça puisse porter malheur, vu l'état de dégradation déjà garanti dans lequel l'économie va attaquer l'année 2021.

Il est encore beaucoup trop tôt pour faire le bilan de cette année 2020, non seulement quant à la manière dont la crise sanitaire, qui n'est d'ailleurs pas terminée, aura été gérée, mais aussi de la manière dont cela aura requestionné le rapport entre la santé et l'économie. On a surtout parlé de la santé, à tout prix et quoiqu'il en coûte, avec des injonctions à laquelle l'économie a dû se soumettre : ralentissement brutal pour beaucoup d'activités, fermeture totale pour certaines, confinement pour certains salariés, télétravail pour d'autres.

Si l'économie a été évoquée comme devant être préservée autant que possible pour nous prémunir de lendemains difficiles, ce n'est pas pour ce qui la concerne, « à tout prix et quoiqu'il en coûte » mais toujours avec ce positionnement suspicieux qu'elle reste l'activité humaine de création et de partage de richesses qui ne peut se concevoir qu'après que l'essentiel ait été assuré : la préservation de la vie et de la santé.

Comme si l'économie n'était pas aussi garante de la vie et de la santé.

La vie et la santé, on l'a aussi voire d'abord parce qu'on mange à sa faim, qu'on vit dans des conditions décentes et qu'on a les moyens de se soigner. Et les moyens de se soigner ne progressent eux-mêmes qu'au rythme avec laquelle l'économie permet de financer de la recherche, les progrès dans les traitements, les prises en charges et les moyens médicaux et hospitaliers. Des personnes sont plus vulnérables parce que très âgées et si elles sont très âgées, c'est largement grâce à l'économie qui a permis de financer les progrès de la médecine, de l'assurance sociale et même de la retraite, trois vecteurs essentiels des formidables bons d'espérance de vie que l'on connaît notamment depuis l'après-guerre.

Le « quoi qu'il en coûte » a donc forcément aussi sa limite et notamment celle qui au-delà finirait par coûter très cher à la santé, physique et psychique. Nul besoin d'être prix Nobel d'économie pour savoir que les milliards qui n'existent pas mais sont quand même injectés depuis mars dernier dans notre économie, qui plus est à l'arrêt, c'est de la monnaie de singe. Ils ne pourront pas être le vaccin de l'économie quand nous serons face au principe de réalité : une explosion des faillites, donc du chômage, donc de la misère, dont personne ne mesure aujourd'hui réellement ni l'ampleur ni les conséquences, sur la vie et sur la santé.

Pour autant, il faudra aussi tirer pour l'économie les leçons et les prises de conscience que la pandémie, même si ce n'était pas l'intention première de notre ami le pangolin, a renforcé sur les enjeux de qualité de vie et de sauvegarde de la planète pour les générations futures. Mais ventre affamé n'a pas d'oreilles et malgré son impérieuse nécessité, la conscience environnementale peut-être perçue comme un problème de riches et il faut qu'on le reste si on veut mobiliser les citoyens producteurs/consommateurs sur le sujet. Les exigences de santé ne doivent donc pas sacrifier l'économie parce que le meilleur moyen de rester riche, c'est quand même de ne pas devenir pauvre.

Yves Pinaud